

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROFLOAT

ZI

312 rue des Balmes
38150 Salaise-Sur-Sanne

Références :2026-Is023TN2
Code AIOT : 0006103189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement EUROFLOAT implanté ZI 312 rue des Balmes 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROFLOAT
- ZI 312 rue des Balmes 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Eurofloat est spécialisée dans la fabrication de verre plat pour le bâtiment, ainsi que de verres spéciaux. Elle est autorisée à produire 680 tonnes de verre par jour et en 2023 l'activité quotidienne se situait un peu en dessous de 630 tonnes par jour.

L'installation relève de la directive européenne sur les émissions industrielles, la directive IED, au titre de son activité de fabrication de verre classée sous la rubrique n°3330. De nombreuses autres activités sont classées sous une rubrique de la nomenclature des ICPE, elles sont énumérées dans le tableau des rubriques du site mis à jour par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2023.

L'installation est soumise à différents arrêtés ministériels de prescriptions générales, comme l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (tours aéroréfrigérantes).

Elle est également encadrée par différents arrêtés préfectoraux, comme l'arrêté d'autorisation du 14 août 2009 dont les prescriptions ont été complétées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22 janvier 2016, du 30 août 2017 ou encore du 31 août 2018.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suites 2025	AP Complémentaire du 14/08/2009, article 4.2.2	Mise en demeure	3 mois
3	Suites 2025	AP Complémentaire du 14/08/2009, article 4.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suites 2025	AP Complémentaire du 22/01/2016, article 3	Mise en demeure	1 mois
5	Suites 2025	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Mise en demeure	3 mois
7	Modalités de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/01/2016, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Respect des VLE applicables aux rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/01/2016, article 2	Demande d'action corrective	immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites 2025	Arrêté Préfectoral du 09/05/2023, article 1	Actualisation du tableau des rubriques, demande d'information
6	Canalisation des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 14/08/2009, article 3.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de contrôler les suites données aux demandes d'actions correctives formulées lors de la dernière visite d'inspection. L'inspection a également évalué la conformité des rejets atmosphériques du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2023, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Prescription contrôlée			
Le tableau d'activité de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2009 modifié est remplacé par le tableau ci-dessous :			
Rubrique	Activité	Nature de l'installation	Régime
2530-1-a	Verre (fabrication et travail du), la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : 1. Pour les verres sodocalciques	Capacité de production du four : 630 t/j Capacité de production : 680 t/j	A
2910-A-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des	1 chaudière à vapeur float Puissance thermique totale : 0,8 MW 14 aérothermes : 8 MW 5 aérothermes de 1 MW pour la ligne feuilletée : 5 MW 1 chaudière pour la ligne feuilletée : 1,7 MW Puissance thermique totale : 6,7 MW 4 groupes électrogènes (ligne	E

	<p>matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1</p>	<p>float et magnétron) d'une puissance thermique totale de 17 MW</p> <p>Puissance thermique totale cumulée : 32,5 MW</p>	
2915-1	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides</p>	<p>2 échangeurs à huile (projet ligne feuilletée)</p> <p>Quantité totale des fluides : 4500 l</p>	E
2921-1-a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré</p>	<p>Ligne float : 5 tours aéroréfrigérantes de type circuit primaire «</p>	E

	<p>par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle</p>	ouvert » de puissance thermique totale évacuée sera de 4500 kW	
4130-3-b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	Stockage de SO ₂ : 8 bouteilles de 40 kg La quantité totale stockée est de 320 kg	D
1220-3	emploi et stockage d'Oxygène	<p>3 citernes de stockage d'oxygène liquide de 50 t chacune (soit 150 t cumulées)</p> <p>10 bouteilles de stockage d'oxygène comprimé de 9 m³ (soit environ 400 kg)</p> <p>Quantité totale maxi stockée sur site : 150 t.</p>	D
2515-2	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.	Les équipements de broyage des matières premières représentent une puissance de 171 kW.	D
2662-b	stockage de	Stockage de	D

	Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	polyvinylbutyral (PVB) d'un volume maxi de 200 m3.	
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) : 2. Lorsque l'installation est du type "circuit primaire fermé"	Ligne magnétron : 5 tours aéroréfrigérantes de type circuit primaire fermé Ligne feuilletée : 1 tour aéroréfrigérante de type circuit	D

Demande d'action corrective à l'issue du 29/07/2025:

L'exploitant transmettra un tableau actualisé des rubriques du site qui tiendra compte notamment des éléments exposés ci-après et auquel l'inspection réagira pour confirmer la justesse du tableau.

Le four de fusion dont la puissance est de 40 MW confère à l'activité de combustion de l'installation une puissance totale de 72,78 MW par rapport à la rubrique IED 3110 créée par le décret n°2013-375 du 02/05/13 et pour laquelle la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 a déclenché le réexamen de ces installations.

La rubrique IED principale reste cependant la 3330. Le site bénéficie de cette rubrique au titre de l'antériorité et elle devra être ajoutée au tableau des rubriques du site.

Les cinq TAR en circuit ouvert pouvant fonctionner simultanément et compte tenu de l'évolution de la nomenclature introduite par le décret n°2013-1205 du 14/12/13, qui a supprimé la notion de circuit ouvert et fermé, l'ensemble des activités de refroidissement de l'installation sont à classer sous la même rubrique n°2921-1.a pour une puissance totale de : $5\,815 + 4500 + 1850 = 12\,165$ kW. Le tableau des rubriques du site devrait être corrigé, le régime applicable à cette activité resterait celui de l'enregistrement.

L'activité d'entreposage de solution d'ammoniac ne paraît pas relever d'une rubrique Seveso vu les propriétés de dangers de la substance affichées dans la FDS.

Sur le classement de l'entreposage du calcin, cette activité peut être classée sous la rubrique 2715 mais il existe une sortie du statut de déchet explicite encadrée par le règlement européen 1179/2012. L'exploitant se positionnera sur l'éventuelle application de cette sortie du statut de déchet et le classement à retenir pour son activité d'entreposage de «calcins».

Concernant l'activité de stockage de fuel et de GNR, le tableau des activités du site est erroné, il manque une ligne associée à cette activité visée par la rubrique 4734 qui est venue remplacer l'ancienne rubrique 1432.

La modification présentée dans le porté à connaissance de février 2023 relative à cette activité n'a jamais été mise en place sur le site, le volume associé à cette activité 4734 correspond donc a

priori à celui présenté dans le tableau des rubriques de l'arrêté d'autorisation de l'installation sous la rubrique 1432

Constats :

Dans son retour du 27/01/2026, l'exploitant a adressé à l'inspection un tableau actualisé des rubriques ICPE de son installation. Le tableau des rubriques de l'installation devra être corrigé pour plusieurs des activités exercées dans l'établissement.

L'exploitant a confirmé le classement de ses installations sous la rubrique IED n°3110, pour une puissance totale de 72,755 MW.

L'exploitant a confirmé le classement de son activité de refroidissement évaporatif sous l'unique rubrique n°2921-1-a qui résulte de l'évolution de la nomenclature des installations classées. La puissance de cette activité est de 12 165 kw et relève toujours du régime de l'enregistrement.

L'exploitant a précisé à l'inspection que le volume de fluide mis en œuvre dans ses échangeurs à huile est de 3 200 l et non pas de 4500 l contrairement à ce qui est indiqué dans le tableau des activités du site. L'exploitant a indiqué ne pas avoir identifié de raisons expliquant cet écart et considère donc qu'il s'agit d'une erreur. L'écart est sans impact sur le classement de l'activité, elle demeure soumise au régime de la déclaration et l'inspection corrigera le tableau des rubriques du site en tenant compte de ces éléments.

Concernant les activités exercées sous la rubrique 4734, l'exploitant a confirmé qu'il exploitait cette activité suivant les volumes mentionnés dans l'arrêté d'autorisation de 2009 puisque les modifications de cette activité présentées en février 2023 n'ont finalement jamais été mises en œuvre. Le tableau d'activité de l'installation sera actualisé en tenant compte de ces éléments.

L'exploitant proposait dans son retour de retenir la rubrique n°4735 pour son activité d'entreposage de solution d'ammoniacale. Cependant, vu la FDS associée à ce produit, ce dernier ne correspond pas à l'ammoniac qui est visé par la rubrique 4735 et n'est visée par aucune autre rubrique Seveso.

Concernant l'activité d'entreposage d'oxygène, l'exploitant a indiqué dans son tableau qu'il n'était plus classé sous la rubrique n°1220-3 puisque les citernes d'oxygène ont été démantelées lors du changement du four en 2016. L'inspection actera cette réduction d'activité dans la version actualisée des rubriques du site.

Concernant l'activité de concassage visée par la rubrique 2515-2, la puissance associée correspond à celle du concasseur mobile Krampoto de 330 kW. Il s'agit de la puissance nominale de l'engin et l'exploitant pense que l'écart avec le tableau des activités qui mentionne une puissance de 171 kW peut être dû au type de puissance qui avait été portée à la connaissance de l'inspection. L'engin n'a pas été changé récemment d'après l'exploitant et il ne pense pas que l'écart soit dû à un changement d'appareil. La rubrique applicable à cette activité est la rubrique 2515-1 et non pas la rubrique 2515-2 qui vise les installations de broyage fonctionnant sur une durée inférieure à 6 mois. Le régime applicable à cette activité est celui de l'enregistrement et non pas de la déclaration.

L'exploitant indique dans le tableau transmis qu'il entrepose 100 m³ de plastiques, il exercerait

potentiellement sous le seuil de la déclaration associé à cette activité. Il a indiqué à l'inspection qu'il souhaitait conserver le seuil de 200 m³ aujourd'hui mentionné dans le tableau des rubriques du site.

L'exploitant s'est positionné sur son activité d'entreposage de calcin. Cette dernière relève bien de la rubrique n°2715 et est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15/10/2010 (AM 2715 régime D).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'actualisation de la situation administrative de l'installation sera actée par un courrier du directeur de l'unité départementale de l'Isère, **après que l'exploitant ait indiqué à l'inspection le volume maximal de l'activité d'entreposage de calcin.**

Type de suites proposées : Sans suite.

N° 2 : Suites 2025

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/08/2009, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, Implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,,),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Demande d'action corrective adressée à l'issue de l'inspection du 29/07/2025

A titre de remarque, la connaissance des réseaux du site ne peut pas être approximative, s'il existe un doute sur la localisation de la jonction entre le réseau d'effluents industriel et celui des eaux pluviales, il doit être écarté.

L'inspection prie l'exploitant de lui transmettre le plan des réseaux présenté pour mémoire. Dans un délai de deux mois.

Constats :

L'exploitant a transmis une autre version de son plan des réseaux issu du recollement de différents plans et daté du 4 décembre 2024. Cette version présente toujours des erreurs, notamment des mentions à des travaux qui devraient être retirées. Le plan présente différents réseaux dont :

- les eaux usées (correspondant aux eaux sanitaires),

- les eaux pluviales (incluant également les eaux résiduaires industrielles),
- les eaux de prélèvement (eaux de ville et eaux de forage).

Le lieu de jonction entre le réseau d'eaux pluviales et celui des eaux résiduaires industrielles n'est pas « approximatif » comme indiqué dans le dernier rapport de visite de l'inspection, les deux réseaux sont en réalité confondus. L'inspection a pu constater dans l'usine que les eaux de toiture étaient collectées par des gouttières longeant les poteaux du bâtiment et le plan du 4 décembre 2024 semble représenter ce réseau de façon cohérente. En revanche, le plan ne paraît pas exhaustif en ce qui concerne les effluents industriels. L'alimentation des trois stations de traitement des eaux est illustrée sur le plan, mais les rejets des stations ne sont pas représentés (qu'il s'agisse de l'eau adoucie ou d'effluents résiduaires).

L'exploitant a présenté un plan simplifié des réseaux daté du 5 janvier 2024. Ce dernier ne représente pas les eaux pluviales mais illustre le mélange de différents effluents :

1. Sur la ligne Coater :

- Les eaux résiduaires des 5 TAR de la ligne Coater se mélangent aux eaux résiduaires de la station « falk » de cette ligne (qui produit les eaux utiles aux opérations de lavage),
- Les eaux résiduaires de lavage de la ligne Coater se mélangent aux eaux des 5 TAR de la ligne « float » et aux eaux résiduaires de la station falk de la ligne Coater.

2. Sur la ligne feuilleté :

- Les eaux de la TAR de la ligne se mélangent aux eaux résiduaires d'un adoucisseur qui traite les eaux en amont de la TAR,
- Les eaux résiduaires de la station « falk » se mélangent aux eaux résiduaires de la TAR et de l'adoucisseur,
- Les eaux de lavages de la ligne se mélangent à l'ensemble des effluents mentionnés à l'alinéa précédent.

3. Sur les TAR de la ligne Float :

- Les eaux résiduaires des 5 TAR se mélangent aux effluents résiduaires de la station de traitement générale du site (alimentant la ligne coater, les TAR de la ligne float et les ligne d'équarrissage du verre),
- Des eaux d'un échangeur rattaché aux 5 TAR se mélangent également aux eaux résiduaires de ces dernières.

L'ensemble des effluents mentionnés au 3. se mélangent aux différents effluents de la ligne Coater mentionnées au 1. et l'ensemble de ces derniers se mélangent aux effluents mentionnés au 2.

Enfin, les eaux pluviales ne sont pas représentées sur le plan simplifié.

Ainsi, le plan simplifié illustre le mélange de différents effluents industriels mais comme le plan des réseaux du 4 décembre 2024, il n'identifie pas le ou les points de mélange des eaux pluviales et des eaux résiduaires.

L'inspection a pu examiner une des deux stations de lavage du verre en amont d'une des lignes de process. Les eaux de lavages sont récupérées et traitées par une des stations « falk » (filtres et ajout d'acide ou de base) avant d'être réutilisées pour le lavage du verre. Un appoint en eau est réalisé pour compenser les pertes par évaporation et les rejets de la station et des machines à laver.

Il apparaît que la version du plan des réseaux transmise n'est pas exhaustive si on se réfère à la

version synthétique. Les deux documents sont datés de 2024 et sont antérieures à la visite d'inspection du 29/07/2025 durant laquelle ils auraient pu être présentés.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La prescription n'est pas respectée.</p> <p>L'exploitant établira un <u>nouveau</u> plan des réseaux complet et conforme dans un délai de trois mois. Il ne présentera pas de mentions de travaux, sera représentatif des réseaux du site et explicite sur les emplacements des jonctions entre les eaux résiduaires et pluviales.</p> <p>Une mise en demeure est proposé sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Proposition de mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suites 2025

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/08/2009, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.3.1, Conception Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à : - réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,- ne pas gêner la navigation (le cas échéant), Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.</p> <p>Article 4,3,3,2, Aménagement Aménagement du point de prélèvement Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).Ce point est aménagé de manière être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur</p> <p>Article 4,3,3,3, Section de mesure Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Demande d'action corrective adressée à l'issue de l'inspection du 29/07/2025</p>

L'exploitant définira des points de prélèvements permettant de satisfaire les exigences de surveillance de l'ensemble de ses effluents industriels et il transmettra la liste de ces points à l'inspection dans un délai de deux mois.

En lien avec le constat d'après, il se positionnera sur les modalités de prélèvement à mettre en œuvre compte tenu des caractéristiques des effluents (surveillance continue du débit, du PH et de la température compte tenu du débit des effluents, liste des paramètres à surveiller etc.).

Constats :

L'exploitant a identifié des points où réaliser des mesures de prélèvement.

L'exploitant n'a pas transmis de liste de ces points, il a transmis un registre de surveillance en janvier 2026 présentant plusieurs points de rejets internes à l'installation ainsi que des résultats relatifs au débit, au PH et à la température pour certains des effluents.

Ainsi, l'exploitant a identifié un point de prélèvement par station de lavage du verre.

L'exploitant a identifié 5 points de rejets pour les 5 TAR associées au « Coater », un point de rejet associé aux 5 TAR du « Float » et un dernier pour la TAR de la ligne Magnétron.

Le registre mentionne également des données de surveillance relatives aux deux stations « Falk ».

Le registre ne mentionne pas de point de rejet pour la station générale d'adoucissement des eaux.

Les 7 points de rejets des TAR sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement classées sous la rubrique 2921. Les valeurs limites applicables sont définies à l'article 38 et les fréquences de surveillance à l'article 60.

Les deux points de rejets des installations de lavage du verre, les deux rejets des stations « falk » et le rejet de la station générale d'adoucissement sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003. Les valeurs limites sont définies aux articles 60 et 61 et les fréquences de surveillance à l'article 73.

Les informations transmises permettent à l'inspection d'identifier 12 points de rejets internes dans l'installation et les prescriptions qui leur sont applicables :

Identification de l'effluent résiduaire	Exutoire des effluents	Coordonnées du point de prélèvement	Réglementation applicable : paramètres à surveiller	Réglementation applicable : fréquence de surveillance
Eaux résiduaire des 5 Tar de la ligne Float	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AMPG 2921, article 37 et 38	AMPG 2921, article 60
Eaux résiduaire	Réseau d'eaux	?	AMPG 2921,	AMPG 2921,

Tar 1 du Coater	pluvial et industriel		article 37 et 38	article 60
Eaux résiduaires Tar 2 du Coater	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AMPG 2921, article 37 et 38	AMPG 2921, article 60
Eaux résiduaires Tar 3 du Coater	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AMPG 2921, article 37 et 38	AMPG 2921, article 60
Eaux résiduaires Tar 4 du Coater	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AMPG 2921, article 37 et 38	AMPG 2921, article 60
Eaux résiduaires Tar 5 du Coater	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AMPG 2921, article 37 et 38	AMPG 2921, article 60
Eaux résiduaires de la station Falk du Coater	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AM 2530, articles 59, 60 et 61	AM 2530, article 73
Eaux résiduaires de la station de lavage du Coater	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AM 2530, articles 59, 60 et 61	AM 2530, article 73
Eaux résiduaires de station Falk du Feuilleté	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AM 2530, articles 59, 60 et 61	AM 2530, article 73
Eaux résiduaires de la station de lavage du Feuilleté	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AM 2530, articles 59, 60 et 61	AM 2530, article 73
Station de générale d'adoucissement des eaux	Réseau d'eaux pluvial et industriel	?	AM 2530, articles 59, 60 et 61	AM 2530, article 73

Concernant l'autosurveillance réalisée sur es rejets internes, tous les points de rejet n'ont pas fait l'objet de mesure. Le débit précis de la station falk du coater n'est pas connu par exemple. Les autres paramètres visés par les arrêtés ministériels généraux n'ont pas été mesurés au niveau des points de rejet internes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra dans un délai de trois mois :

- présenter une liste exhaustive des points de rejets internes et externes ,
- préciser la nature des effluents et leurs origines (installations productrices),
- justifier la liste des polluants susceptibles d'être rejetées , il est attendu un positionnement sur l'ensemble des substances réglementées dans les AM applicables mais aussi sur toutes autres substances susceptibles d'être rejetées, comme les pFAS par exemple),
- pour chaque polluant susceptible d'être rejetés, positionnement sur les VL applicables en concentration et flux,
- proposition de surveillance en fonction du flux maxi autorisé identifié au point précédent, compte tenu des exigences des AM applicables.

A la réception de ses informations, l'inspection proposera à l'exploitant un arrêté préfectoral actualisant la surveillance et les valeurs limites des effluents aqueux de l'installation.

Tant que ces éléments ne seront pas réceptionnés et qu'un arrêté préfectoral complémentaire ne révisera pas la surveillance des effluents aqueux, les prescriptions ministérielles mentionnées dans le tableau ci-dessus s'appliquent et l'exploitant doit s'y conformer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

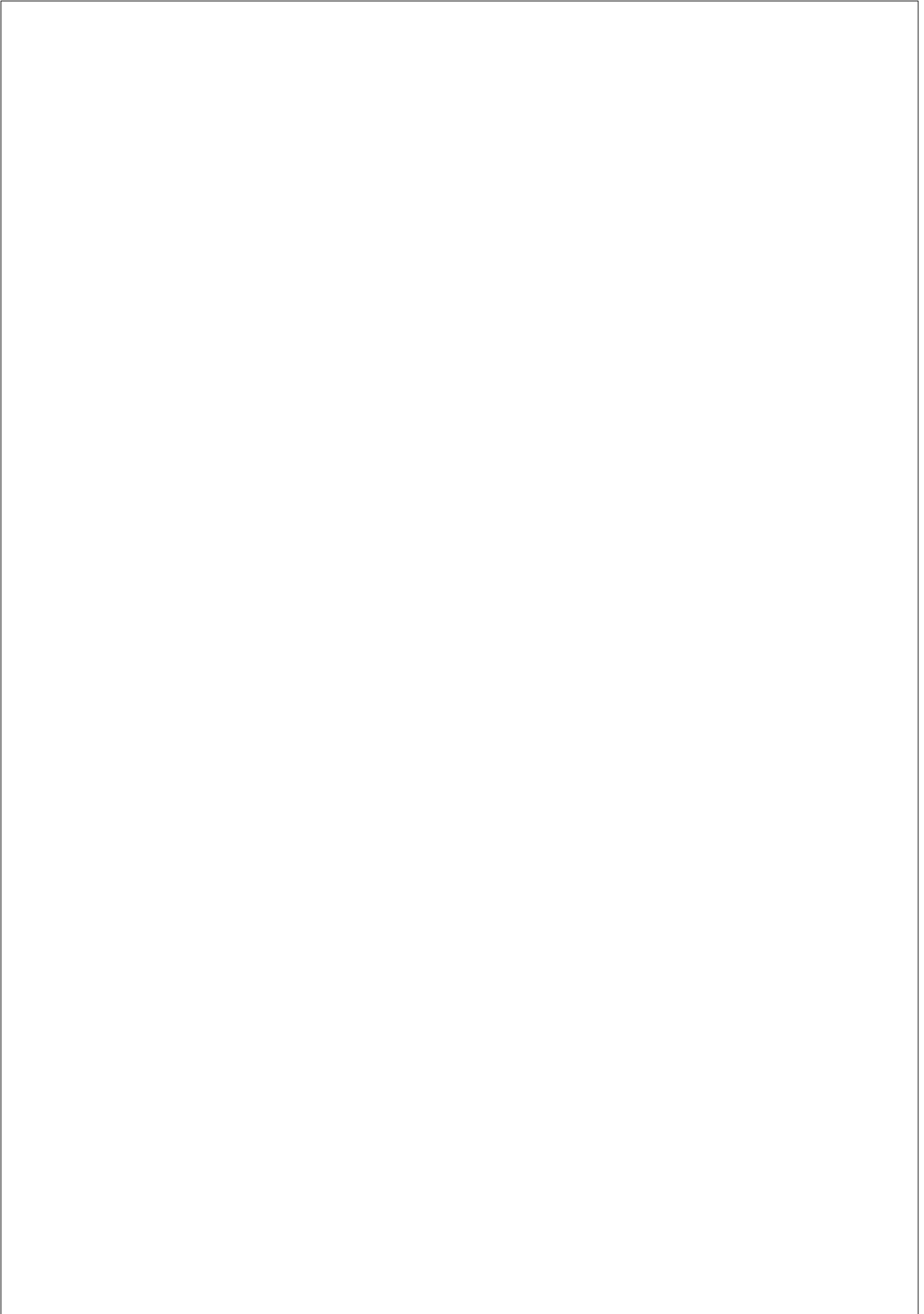
N° 4 : Suites 2025

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/01/2016, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du présent article sont applicables à compter de la mise en exploitation du nouveau four de fusion courant 2016. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le canal de dérivation du Rhône, les valeurs limites en concentration et flux définies dans le tableau ci-dessous. L'autosurveillance et les mesures comparatives doivent être réalisées selon les périodicités définies dans ce même tableau.



Débit de référence	Maximal journalier : 400 m ³ Moyenne mensuelle débit journalier : 150 m ³ /j	Auto-surveillance	Journalière
Paramètres	Concentration moyenne journalière en mg/l	Flux maximal journalier en kg/j	Mesures comparatives
Débit			Annuelle
MEST	25	8	
DBO5	20	7	
DCO	125	40	
Azote Kjeldhal	10	3	
Azote total	20	7	
Phosphore	5	1,6	
Indice phénol	0,3	0,096	
Arsenic et composés	0,3	0,07	
Chrome hexavalent et composés	0,1	0,03	
Plomb et composés	0,3	0,096	
Cadmium et composés	0,05	0,0016	
Cuivre et composés	0,3	0,096	
Chrome et composés	0,3	0,096	
Mercure et composés	0,05	0,0016	
Nickel et composés	0,5	0,016	
Zinc et composés	0,5	0,016	
Étain et composés	0,5	0,016	
Fer, aluminium et composés	5	1,6	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1	0,32	
Hydrocarbures totaux	5	1,6	
Fluor et composés	6	1,9	
Antimoine et composés	0,3	0,096	
Baryum	3	1	
Acide borique	3	1	
Sulfates	1000	320	
Ammoniaque	10	3,2	

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis au minimum annuellement à l'inspection des installations classées (via le logiciel GIDAF), accompagnés de commentaires écrits sur les

causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Demande d'action corrective adressée à l'issue de l'inspection du 29/07/2025:

L'exploitant doit correctement renseigner le résultat de son autosurveillance journalière dans GIDAF. En l'état, les résultats transmis ne permettent pas de vérifier le respect des valeurs limites applicables au rejet.

L'exploitant transmettra le rapport de surveillance de l'année 2024 à l'inspection dans un délai de un mois.

Les eaux issues des TAR sont soumises aux dispositions de surveillance et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux ICPE classées sous la rubrique n° 2921 et relevant du régime de l'enregistrement. L'exploitant devra se positionner sur l'application de ces valeurs limites.

Les eaux de lavage sont soumises aux dispositions de surveillance et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté ministériel du 12 mars 2023 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

L'exploitant doit s'acquitter de ses obligations de surveillance de ses effluents (effluents des TAR, eaux de lavages). La surveillance actuellement réalisée ne peut satisfaire cette obligation compte tenu du mélange des effluents avec les eaux pluviales (64,8 % du volume d'effluent rejeté), de la fréquence des analyses (normalement trimestrielle pour certains paramètres à surveiller sur le rejet des TAR) et de la liste des paramètres surveillés.

En lien avec la demande d'action corrective du constat précédent, l'exploitant se positionnera sur les valeurs limites applicables à ses différents rejets en interne et établira un plan de surveillance de ses effluents conforme sous 3 mois.

Constats :

Les points de rejets internes ont fait l'objet du constat 3.

Le constat porte sur le point de rejet externe identifié dans l'AP

Les résultats de surveillance du débit déclarés dans GIDAF ne sont plus identiques d'un mois à l'autre depuis octobre 2025.

L'exploitant a transmis le rapport de surveillance annuel de 2024 à l'inspection comme demandé à l'issue de l'inspection du 29/07/2025. Le rapport s'est visiblement fondé sur les valeurs limites de l'arrêté d'autorisation de l'installation de 2009 et non pas sur celles qui sont définies par l'arrêté complémentaire de 2016.

Ainsi, plusieurs valeurs limites affichée dans le rapport sont erronées. A titre d'exemple et comme indiqué à l'exploitant, la VLE de l'Arsenic est fixé à 300 µg/l dans l'arrêté complémentaire de 2016 et la valeur limite reprise dans le rapport de surveillance du prestataire est de 500 µg/l.

L'inspection a également constaté des erreurs quant aux VLE relatives aux paramètres suivants : plomb, cuivre, chrome, étain, fluor et composés.

Il manque également parmi les paramètres de la surveillance annuelle de 2024 les sulfates et

l'ammoniaque.

L'exploitant a vérifié le rapport de la surveillance annuelle 2025, réalisée le 3 novembre 2025, et il apparaît que pour celui-ci aussi, les valeurs limites reprises sont celles de l'arrêté d'autorisation de 2009. De la même manière qu'en 2024, l'ammoniaque et les sulfates n'ont pas été surveillés en 2025.

En dépit des valeurs limites erronées, le rapport de 2024 ne fait état d'aucun dépassement des valeurs limites de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2016.

L'exploitant a signalé à l'inspection qu'il projetait de remplacer son système de mesure du débit en sortie du site, ce qui pourrait temporairement impacter la surveillance du rejet.

L'exploitant devra limiter au maximum cette période d'indisponibilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport de surveillance de 2024 et 2025 présentait des valeurs limites erronées et n'était pas exhaustif. L'exploitant sera mis en demeure de réaliser une surveillance conforme en 2026

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Suites 2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident ou d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Demande d'action adressée à l'issue de la visite du 29/07/2025

L'exploitant adressera à l'inspection les scénarios de dépollution envisagés et le choix retenu quand au traitement qui sera mis en place avec le planning associé.

L'exploitant adressera également une analyse des causes de l'accident et un plan relatif à la mise en place des actions correctives qu'il a identifiées (réparation tuyauterie, amélioration du suivi des cuves, révision de l'évaluation de risques de cette activité etc.).

Constats :

Une fuite de fuel a eu lieu le week-end du 27 au 30 juin 2025, le volume dispersé dans le sol est estimé à 8.5 m³.

L'exploitant a adressé à l'inspection le plan d'action mis en place à l'issue de l'accident, la chronologie de l'événement ainsi qu'un schéma représentatif de la fuite et des photos.

L'exploitant a présenté à l'inspection un point d'étape sur la gestion de la pollution ayant résulté de la fuite de la cuve de fuel.

Des investigations approfondies ont été réalisées par la société RAMBOLL début février pour mieux caractériser la pollution à traiter et dimensionner une solution. Une synthèse des investigations a été présentée à l'inspection. Il apparaît que la pollution est directement visible à l'œil nu à travers un des sondages réalisés lors des investigations. La pollution se situe à 8 m de profondeur et l'exploitant attend le rapport de l'étape d'investigation approfondie ainsi que des propositions de scénario de dépollution de la part de son prestataire.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il lui adresserait des éléments d'information concernant le choix du scénario de dépollution.

L'exploitant continue d'analyser mensuellement les eaux souterraines via un piézomètre. Il enregistre les résultats de surveillance et les hydrocarbures n'ont encore jamais été détectés (limite de quantification définie à 0,05 mg/l).

La société RAMBOLL a recommandé à l'exploitant de pomper le fioul remontant à la surface d'un regard situé dans le périmètre de l'accident à chaque épisode de pluie, ce que l'exploitant a mis en œuvre.

L'exploitant n'a pas adressé d'éléments écrits sur les causes de l'accident, ce dernier semble dû au vieillissement de la cuve. Les éléments transmis ne comprennent pas d'éléments sur les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sera mis en demeure d'adresser un rapport d'accident conforme dans un délai de 3 mois. Il présentera le planning des travaux de dépollution, l'organisation du chantier et les objectifs de dépollution en plus des éléments réglementaires exigés par l'article R512-69 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Mise en demeure

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Canalisation des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/08/2009, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des rejets
Prescription contrôlée : Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : L'inspection a visualisé les points de rejets des systèmes de dépoussiérage (conduits identifiés 2,3 et 4 dans l'AP) ainsi que la cheminée du four de l'installation. L'inspection n'a pas visualisé les conduits de rejets n°5 et n°6. Les points de rejets examinés sont cohérents avec ceux présentés dans l'arrêté préfectoral du site et les éléments présentés à l'inspection en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2016, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée :

ARTICLE 2 : Rejets atmosphériques

Les prescriptions du présent article sont applicables à compter de la mise en exploitation du nouveau four de fusion courant 2016.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Article 2.1 : Four de fusion - Conduit 1

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs mentionnées dans le tableau ci-dessous. L'auto-surveillance et les mesures comparatives doivent être réalisées selon les périodicités mentionnées dans ce même tableau.

Le débit est corrigé d'une concentration de référence en oxygène de 8 %.

On entend par flux spécifique la masse de polluant rejetée par unité de fabrication (kg/tonne de verre fondu).

Paramètres	Concentration limite en mg/Nm ³	Flux spécifique en kg/tonne	Auto-surveillance	Mesures comparatives
Débit	/	/	Continue	Trimestrielle mesurée
O ₂	/	/	Continue	Trimestrielle mesurée
NOx	400	1	Continue	Trimestrielle mesurée
SOx	500 (*1)	1,25 (*1)	Continue	Trimestrielle mesurée
Poussières	20	0,05	Continue	Trimestrielle mesurée
NH ₃	30	/	/	Trimestrielle mesurée
CO	100	0,25	/	Trimestrielle mesurée
As + Co + Ni + Cd + Se, Cr _{VI} + Sb + Pb + Cr _{III} + Cu + Mn + V + Sn	5	0,0125	/	Semestriellement mesurée (*2)
Cd + Hg + Tl	0,1	0,00025	/	Semestriellement mesurée (*2)
As + Co + Ni + Cd + Se + Cr _{VI}	1	0,0025	/	Semestriellement mesurée (*2)
Plomb	1	0,0025	/	Semestriellement mesurée (*2)
HCl	25	0,0625	/	Annuelle mesurée
HF	4	0,01	/	Annuelle mesurée
COV	20	0,05	/	Annuelle mesurée
Phénol + Formaldéhyde	20	0,05	/	Annuelle mesurée
Amines	5	0,0125	/	Annuelle mesurée
H ₂ S	5	0,0125	/	Annuelle mesurée

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis au minimum trimestriellement à

- Cd + Hg + Tl : 1,0 g/h
- As + Co + Ni + Cd + Se + Cr_{VI} : 5,5 g/h
- Plomb : 10 g/h

Article 2.2 : Autres équipements – Conduits 2, 3, 4, 5 et 6

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs mentionnées dans le tableau ci-dessous. Les mesures comparatives doivent être réalisées selon les périodicités mentionnées dans ce même tableau.

Le débit est corrigé d'une concentration de référence en oxygène de 3 %, pour les conduits 5 et 6. La référence en oxygène n'est pas corrigée pour les conduits 2, 3 et 4.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps (g/h).

Paramètres		Concentration limite en mg/Nm ³	Flux en g/h	Mesures comparatives
Dépoussiéreur 1 composite Conduit 2	Poussières	40	1200	Annuelle mesurée
Dépoussiéreur 2 calcin Conduit 3	Poussières	40	750	Annuelle mesurée
Dépoussiéreur 3 calcin Conduit 4	Poussières	40	750	Annuelle mesurée
Installation de combustion Conduit 5	Poussières	5	/	Annuelle mesurée
	NOx	150	/	Annuelle mesurée
	SO ₂	35	/	Annuelle mesurée
Groupes électrogènes Conduit 6	Poussières	75	/	Annuelle mesurée
	NOx	1500	/	Annuelle mesurée
	SO ₂	160	/	Annuelle mesurée

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis au minimum annuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a adressé à l'inspection les résultats de son autosurveillance réalisée au cours du dernier trimestre de 2025 sur le rejet du four de l'installation en amont de la visite d'inspection, le 24 février 2026. Le document présente l'ensemble des résultats de la surveillance réalisée en 2025.

L'ensemble des paramètres devant faire l'objet d'une surveillance en continu sont présentés dans le document et l'inspection a pu constater sur le terrain la retransmission de la surveillance de ces paramètres au poste de contrôle. La valeur affichée pour les NoX était par exemple de 125 mg/m³, inférieure à la VLE de 400 mg/m³. Les résultats retransmis au poste de contrôle sont affichés en Nm³ et à une teneur en oxygène de 8 % sur gaz sec.

L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse comparatif réalisé sur le rejet du four. Les prélèvements ont été réalisés le 30/09/2025, l'ensemble des substances visées par l'arrêté complémentaire de 2026 ont été mesurés à l'exception des paramètres devant être analysés annuellement.

L'organisme ayant réalisé cette surveillance annuelle est accrédité COFRAC pour l'ensemble des paramètres surveillés, à l'exception du Chrome VI pour lequel la surveillance a été réalisée suivant une méthode interne et deux métaux lourds (Se et Sn).

L'exploitant a présenté le rapport de surveillance annuelle des rejets des dépoussiéreurs. Les prélèvements ont été réalisés du 30 septembre 2025 et 2 octobre 2025. Les poussières ont été mesurées sur les trois points de rejets.

L'inspection n'a pas pris connaissance de la surveillance réalisée sur les chaudières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira dans un délai de 2 mois les résultats de mesure sur les paramètres devant faire l'objet d'une surveillance annuelle sur le rejet du four.

Des éléments d'explications sur la réalisation de mesures en dehors du cadre d'une accréditation pour le Chrome VI et les deux métaux lourds Se et Sn seront également transmis suivant les mêmes délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Respect des VLE applicables aux rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2016, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE applicables aux rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral du 22/01/2016, article 2, voir constat précédent.

Constats :

Sur le rejet du four :

Des dépassements sur la concentration et le flux de SOx du rejet sont mis en avant dans le rapport de mesure annuel du rejet. La moyenne en concentration a été mesurée à 504 mg/Nm3 contre une VLE de 500 mg/Nm3 qui est prescrite par l'arrêté complémentaire du 22/01/2016. La valeur limite en flux est également légèrement dépassée.

La valeur maximale de concentration en SOx mesurée par l'exploitant le jour de la venue de l'organisme était de 493 mg/Nm3.

Concernant les résultats de l'autosurveillance réalisée en 2025 sur les SOx, il y a peu de dépassements (2 dans l'année, avec un maximum de 518 mg/Nm³).

A noter que le rapport annuel précise à propos des conditions de fonctionnement :

Cependant, un incident électrique a entraîné un dysfonctionnement dans le système de traitement des rejets gazeux entre 9h30 et 11h30 (injection de réactif bloquée).

Le rapport indique aussi que les prélèvements ont été réalisés de 9h47 à 13h00 ce jour-ci, au cours du dysfonctionnement.

L'autosurveillance des NOx présente des dépassements ponctuels en dehors de la période de travaux du 10 mai au 31 mai 2025, au cours de laquelle les équipements de traitement des fumées étaient en maintenance. Ces dépassements sont tous commentés et sont dus à une rupture d'approvisionnement en ammoniac du système de traitement des fumées ou à une détection de NH3 lors d'opérations de dépotage.

A noter que l'exploitant a mis en œuvre un plan d'action pour éviter les ruptures d'approvisionnement en NH3 du système de traitement des fumées. Cet événement n'a eu lieu qu'à une occasion au cours de l'année 2025 au moment de l'arrêt annuel du four et le personnel a été formé afin qu'à toute période, une personne formée à l'approvisionnement soit présente sur le site.

Des dépassements ont eu lieu pour les poussières en fin d'année 2025 et sur plusieurs jours (14, 25, 30 et 31 décembre) le sujet n'a pas été abordé lors de l'inspection et ces derniers ne sont pas commentés.

Sur les rejets des dépoussiéreurs, le rapport annuel de surveillance établit le respect des valeurs limites pour les trois points de rejets.

L'inspection n'a pas analysé le respect des valeurs limites des installations de combustion de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à minimiser les périodes d'indisponibilité des installations de traitement, afin de rester dans la limite des 250 heures au cours de laquelle les valeurs limites peuvent être dépassées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - immédiat